



Ambassade de France en Australie  
Service économique régional de Canberra

Canberra, le 03 décembre 2020  
Affaire suivie par : Caroline  
Dussart, Marc Yeterian, Pauline  
Giroit de Langlade

## Opportunités pour les entreprises françaises en Australie en 2020

Résumé : L'Australie accuse un important retard en infrastructures, ce qui présente des opportunités importantes pour les entreprises françaises. Ainsi, le budget fédéral 2019-2020 a augmenté de 30% les fonds alloués en infrastructure, et l'Australie devrait devenir le 8<sup>e</sup> marché mondial dans le domaine d'ici à 2040. L'Australie présente également des opportunités dans d'autres secteurs, dont les entreprises françaises se sont déjà saisies : matériels de transport, hôtellerie, fourniture d'eau et d'électricité, cosmétiques, etc. Enfin, les perspectives de sortie de crise en Australie offrent de nouvelles perspectives aux entreprises françaises, comme par exemple dans les infrastructures, les services aux collectivités, les métaux rares ou l'industrie médicale, qu'il convient d'exploiter, notamment en s'appuyant sur le désir de l'Australie de diversifier ses partenaires économiques.

### Un important marché pour les infrastructures

**Les infrastructures australiennes sont insuffisamment adaptées à la croissance rapide de la population du pays (+1,6% par an en moyenne). Ainsi, le *World Economic Forum* place l'Australie 31<sup>e</sup> mondiale pour la qualité de ses infrastructures.** Les autorités ont récemment pris conscience de ce problème, et c'est pourquoi le budget fédéral 2019-2020 s'accompagne d'une augmentation de 30% des fonds alloués aux infrastructures par rapport à l'année précédente. **Cela présente de grandes opportunités pour les entreprises françaises du BTP.** Ce sont les réseaux de transport (routes, rails, transports publics) qui sont à l'honneur avec des contributions fédérales dans l'ensemble des états. Ainsi, sur la quarantaine de projets majeurs identifiés pour 2019, 35 concernent les routes, et les autres des infrastructures diverses (hôpitaux, centres d'éducation, etc.). **A cela viennent s'ajouter plus de 200 projets ayant passé les premières phases de prospection**, parmi lesquels on retrouve plusieurs projets hydroélectriques comme *Battery of the Nation* en Tasmanie ou *Nullinga Dam* dans le *Queensland*, un nombre important d'améliorations des transports en commun et des routes partout dans le pays et des investissements divers en éducation et santé.

**Selon *Oxford Economics*, les besoins australiens en investissements privés devraient représenter 2,5% des besoins mondiaux entre 2020 et 2040** (alors que sa population représente 0,33% du total mondial). Cela signifie que les besoins australiens seront quasi-équivalents à ceux de la France pour une population 2,7 fois inférieure. L'Australie sera ainsi le 8<sup>e</sup> marché d'infrastructures au monde, loin derrière la Chine ou les Etats-Unis mais au niveau des grands pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne). **Les stocks d'investissement public** (budget présent et futur des projets de construction en cours) **montrent cette tendance** avec une croissance constante pour atteindre pré-COVID 213

Mds AUD, dont 131 financés par les Etats fédérés, 61 par le secteur privé et 21 par le Gouvernement fédéral. **Les entreprises françaises se sont déjà saisies de ces opportunités avec plusieurs projets remportés dans l'ensemble territoire.**

## Les autres secteurs présentent également des opportunités

**Si les entreprises françaises sont très présentes dans les projets d'infrastructures** de transport terrestre, d'énergie, dans la fourniture de matériels de transport aéronautique et dans l'environnement – eau et déchets, **la France est également très présente dans le secteur de la santé et des cosmétiques** (présence des grands groupes pharmaceutiques tels que Sanofi -4,5% de parts de marché- Servier, Pierre Fabre et Ipsen –un peu moins de 4% de parts de marché) et des cosmétiques (la France est le 2<sup>e</sup> importateur d'huiles essentielles, produits et préparations et ingrédients naturels et parmi les 10 premières entreprises du secteur en Australie se trouvent 4 entreprises française, dont L'Oréal qui, avec 21 % de parts de marché, tient la 1<sup>ère</sup> place).

Récemment, de nouveaux investissements français ont été opérés dans le secteur des services financiers, de l'hôtellerie, de l'immobilier commercial, du transport urbain, de la logistique, de la publicité ou de la Tech. **Au total, les quelques 600 sociétés françaises en Australie emploient environ 70 000 salariés.**

**Des investissements français ont notamment été réalisés** dans les services financiers (Natixis), l'hôtellerie (acquisition de Mantra par Accor, pour 780 M€), l'immobilier commercial (rachat des activités européennes de Westfield par Unibail-Rodamco pour 21 Mds€), le transport urbain (Keolis Downer), la logistique (Neopost), la publicité (JC Decaux) ou la Tech (Inco).

**Parmi les secteurs émergents susceptibles d'intéresser nos entreprises**, on peut mentionner les biotechnologies (croissance de +2,9 % sur les 5 dernières années, + 3,2 % attendus sur la période 2019-2024), les fintech (nombre d'entreprises multiplié par 5 en 5 ans, éventail diversifié de start-ups, investissements de 1,6 Md € en 2019), l'hydrogène et l'agrotech (objectif du gouvernement : marché de 62 Mds € d'ici 2030).

## Le paysage des opportunités d'affaires pour la France en Australie post-COVID

**L'offre française est bien positionnée pour tirer parti de la reprise.** C'est d'abord le cas dans le secteur des **infrastructures**, qui devrait concentrer l'essentiel de l'effort budgétaire de relance, avec des listes de projets en procédure accélérée dans les principaux Etats, et sur lequel nos sociétés sont bien placées (Bouygues, Vinci, Egis...). D'une manière générale, les **services aux collectivités**, dont le fonctionnement s'est révélé crucial en période de crise, devraient être renforcés, et notre offre est aussi en très bonne position sur ce secteur en Australie (Transdev, Keolis, RATP Dev, Véolia, Suez, Engie...). Le secteur de **l'énergie** devrait enfin bénéficier de subventions publiques, pour en abaisser le coût domestique. Cela concernera aussi bien le secteur du gaz, que les énergies renouvelables ou le développement de plus long terme d'une filière de l'hydrogène.